



Union des Villes et
Communes de Wallonie asbl
Fédération des CPAS



Vos réf.:
Nos réf.: ce/ern/jg/lmb/bdj

Annexe(s):

Monsieur André ANTOINE
Vice-Président et Ministre du Budget,
des Finances et du Sport
Place Surllet de Chokier, 15-17
1000 - BRUXELLES

Namur, le 6 novembre 2009

Monsieur le Vice-Président,

Concerne: Chèque sport en Communauté française

Nous avons pris connaissance de la décision surprenante du Gouvernement de la Communauté française de ne pas reconduire le financement du chèque sport en 2010.

Nous comprenons mal cette décision dans le contexte actuel et ce pour plusieurs raisons.

D'une part, la déclaration de politique communautaire précise à ce propos :

Le sport étant vecteur d'intégration, le Gouvernement évaluera, avec tous les acteurs qui le mettent en œuvre et, le cas échéant, adaptera le système du chèque sport pour en encourager l'utilisation auprès d'un nombre plus élevé de jeunes défavorisés.

D'autre part, la crise financière et maintenant économique que nous connaissons fait des ravages. Les statistiques venant des CPAS indiquent sans ambiguïté une augmentation constante et inquiétante des dossiers de revenu d'intégration et surtout des demandes **d'aides sociales** complémentaires diverses (souvent non financées).

Ainsi à Charleroi, le taux de « pénétration du CPAS » (nombre de demandes adressées au CPAS par rapport à la population totale) est passé de 3,5% en 2004 à 9% en 2009. A Liège, au 31.08.2009, 161% du budget sur ce poste étaient épuisés. A Jodoigne, au 15.09.2009, ce poste budgétaire était en dépassement de 9%.

Il est évident que tous les niveaux de pouvoir doivent développer les efforts nécessaires pour répondre à ces demandes. A défaut de quoi ce sont les pouvoirs locaux qui en feront les frais (par dotation communale augmentée) et les citoyens les plus démunis, par disparition d'une mesure qui a bénéficié – faut-il le rappeler – à une moyenne annuelle de plus de 30.000 enfants de 6 à 18 ans.

Comme vous le savez, l'Etat fédéral a tenu compte de ce contexte très difficile, puisque notamment 4 millions € en faveur d'associations qui s'occupent de la pauvreté des enfants sont dégagés pour 2010.

Nous serions très satisfaits si la Communauté française pouvait aussi faire un geste en faveur du chèque sport.

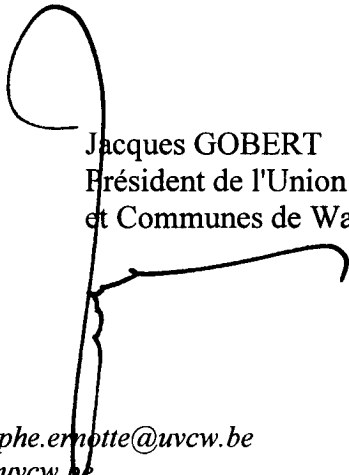
Certes, le système peut être amélioré et nous sommes à votre entière disposition pour examiner des pistes pour ce faire.

Nous vous demandons dès lors de procéder dans les plus brefs délais à l'évaluation du dispositif et de veiller à la réactivation du système tel que prévu dans la DPC.

Dans l'attente de vous lire, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Vice-Président, l'assurance de notre haute considération.



Claude EMONTS
Président de la Fédération des CPAS



Jacques GOBERT
Président de l'Union des Villes
et Communes de Wallonie

Christophe ERNOTTE, Tél. 081 24 06 50, E-mail christophe.ernotte@uvcw.be
Sylvie SMOOS, Tél. 081 24 06 25, E-mail sylvie.smoos@uvcw.be

Copie du présent courrier est adressée au Gouvernement de la Communauté française